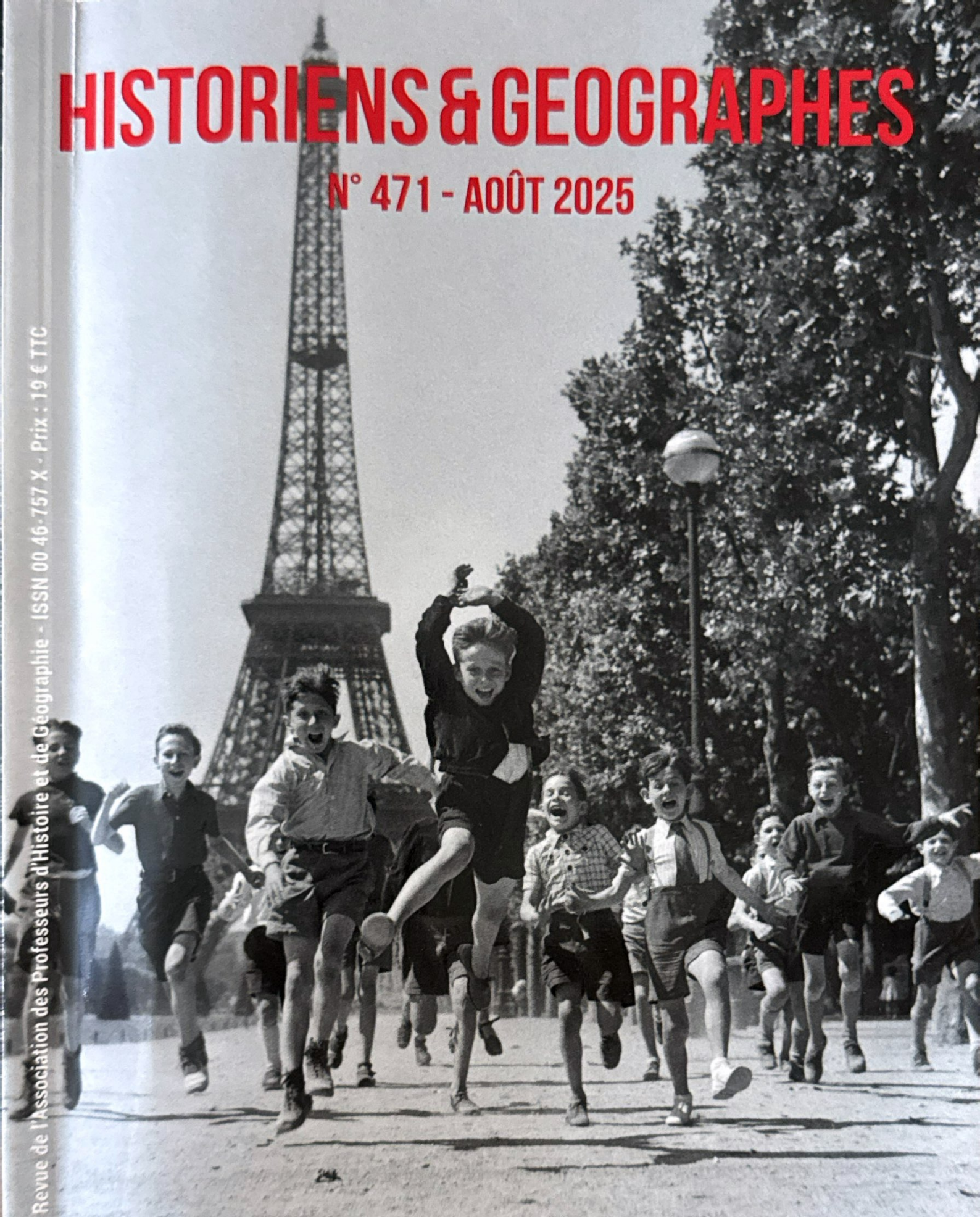


HISTORIENS & GEOGRAPHES

N° 471 - AOÛT 2025

Revue de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie - ISSN 00 46-757 X - Prix : 19 € TTC



FESTIVAL INTERNATIONAL DE GÉOGRAPHIE DE SAINT-DIÉ 2025 : LE POUVOIR
RENDEZ VOUS DE L'HISTOIRE DE BLOIS 2025 : LA FRANCE ? DOSSIER L'ÉTAT ET L'ÉGLISE EN FRANCE
GRAND ENTRETIEN JACQUELINE LALOUILLE : LA LOI DE SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT
DOSSIER ALSACE MOSELLE
LES BIBLIOGRAPHIES DES CONCOURS 2026

GRAND ENTRETIEN

« HISTOIRE LIBRE, DÉMOCRATIE VIVE ».

QUATRE QUESTIONS À AURORA AILINCAI, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'OBSERVATOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN EUROPE¹



Alors que l'instrumentalisation de l'histoire reste une réalité dans de nombreux régimes autoritaires, et que la tentation d'un retour à un « récit national » politique, souvent déconnecté des exigences scientifiques, refait régulièrement surface dans le débat public français, il est plus que jamais essentiel de réfléchir à la manière dont l'histoire est enseignée. L'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHE), une institution placée sous l'égide du Conseil de l'Europe, a précisé-

ment pour mission d'analyser les politiques éducatives, les contenus scolaires et les pratiques d'enseignement de l'histoire dans les États membres. À l'occasion de son prochain sommet, qui se tiendra à Strasbourg les 16 et 17 octobre prochains, nous avons souhaité interroger Aurora Ailincăi, directrice exécutive de l'OHE, sur les enjeux actuels de cette mission et sur le rôle que peut jouer l'Observatoire dans un contexte européen de plus en plus polarisé.

Historiens et Géographes (H&G) : L'OHE travaille activement à comparer les approches de l'enseignement de l'histoire à travers l'Europe. Quels sont, selon vous, les enjeux actuels les plus urgents dans ce domaine – et comment seront-ils abordés lors de votre prochaine grande rencontre à Strasbourg, cet automne ?

Aurora Ailincăi (A.A.) : L'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe, qui a pour mission de promouvoir une éducation de qualité afin d'améliorer la compréhension de la culture démocratique, fournit un panorama précis de l'état de l'enseignement de l'histoire dans ses États membres. Ce travail, basé sur des données et des faits fiables sur la façon dont l'histoire est enseignée, est présenté dans nos rapports généraux et thématiques. Le constat que nous avons tiré de nos premiers rapports est que l'histoire, tout en étant enseignée dans tous nos États membres², n'a pas forcément le même niveau d'importance : la France est un pays où l'histoire est une matière obligatoire au baccalauréat - ou épreuves nationales équivalentes, là où elle n'est qu'optionnelle voire n'est plus enseignée à partir de certains niveaux de l'enseignement secondaire dans d'autres États.

Il est évident que dispenser un enseignement de l'histoire de qualité, d'après la définition contenue dans la Convention culturelle européenne de 1954, favorise l'esprit critique et encourage le développement de la culture démocratique. L'un des enjeux que j'identifie personnellement est la remise en cause de l'histoire en tant que sciences, et son utilisation à des fins politiques, contraires ou étrangères aux valeurs portées par le Conseil de l'Europe, à savoir la défense des droits de l'homme, la démocratie, et l'Etat de droit. Ces utilisations falsifiées sont un risque pour la démocratie, et le détournement de l'histoire est en outre facilité aujourd'hui par l'émergence de nouvelles technologies au développement exponentiel, la première d'entre elle étant l'intelligence artificielle. Je ne pense pas non plus que l'IA soit un outil néfaste pour nos sociétés, mais une utilisation abusive peut conduire à des effets critiques, notamment auprès des jeunes générations. Il convient à mon sens de bien saisir tous les tenants et les aboutissants autour de cette question.

Ces enjeux démocratiques seront effectivement au cœur de notre première journée de débat lors de notre 5^{ème} Conférence annuelle de l'OHE, qui se tiendra à Strasbourg du 16 au 17 octobre 2025. En présence de personnalités ministérielles, experts, enseignants et universitaires reconnus, il me paraît indispensable de discuter de l'histoire et de la manière dont elle peut être enseignée pour servir le renforcement de nos démocraties. Ces discussions s'alignent également avec le nouveau Pacte Démocratique lancé par Alain Berset, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui a pris ses fonctions en septembre dernier, dont l'objectif est de mobiliser les États membres du Conseil de l'Europe à renforcer leur engagement en faveur de la défense des valeurs qui cimentent notre organisation depuis plus de soixante-quinze ans.

H&G : Les débats autour de la mémoire et de l'histoire sont particulièrement vifs en Europe aujourd'hui. En quoi la conférence de Strasbourg viendra-t-elle nourrir ces réflexions, et quels thèmes seront au cœur des échanges ?

En lien avec ce que j'évoquais précédemment, nous constatons effectivement une sorte de compétition mémorielle et des récits historiques. L'exemple le plus frappant est évidemment les stratégies menées par la Fédération de Russie pour justifier « par l'histoire » la guerre d'agression qu'elle mène aujourd'hui en Ukraine. Les tentations de réécriture de l'histoire sont fortes dans certaines régions, et pas seulement européennes : aux États-Unis d'Amérique, nous avons un autre exemple de réécriture de l'histoire, dont l'impact est mondial et cristallise des tensions dans d'autres régions du globe avec des effets dont ne nous mesurons pas encore les conséquences.

La réponse que nous souhaitons apporter à ces manipulations, et c'est l'un des objectifs poursuivis par nos Conférences annuelles, est le rappel fort et assumé que l'histoire est avant tout une science, qui doit se tenir au service de la compréhension du passé pour comprendre le présent et préparer l'avenir. Il est évident que, comme toute science où les résultats s'interprètent, les faits historiques sont aussi interprétés à la lumière des travaux des historiens déjà réalisés. Cela peut déranger parfois, car il est souvent difficile d'affronter son propre passé. Il n'est en revanche pas souhaitable que ces résultats d'études soient interprétés à l'aune de ce qui nous arrange, au risque de tomber dans l'écriture d'un roman national dont les objectifs ne servent pas les tentatives de réconciliation et de compréhension au sein de nos sociétés européennes. Cela peut paraître être un vœu pieu, mais nous sommes intimement persuadés de l'utilité de l'enseignement de l'histoire, notamment adressé aux plus jeunes générations, comme outil indispensable pour former des citoyens éclairés, à l'esprit critique aiguisé et convaincus de la nécessité de défendre nos valeurs démocratiques.

H&G : L'une des missions de l'OHE est de favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre les peuples européens à travers l'enseignement de l'histoire. Quelles actions concrètes seront mises en avant lors de la rencontre de Strasbourg ?

Je vous remercie d'avoir mis en lumière cette mission en effet essentielle portée par l'OHE. Nos Conférences annuelles sont des événements que nous souhaitons inclusifs et où la multiperspectivité est mise en avant. Dans la recherche de nos intervenants, il est essentiel pour nous, outre de garantir la parité entre les genres, de favoriser aussi une certaine représentativité géographique – un historien géorgien n'aura pas nécessairement la même approche scientifique et académique qu'une de ses homologues espagnoles par exemple, compte-tenu de leurs passés nationaux et de leurs contextes socio-économiques. Ce n'est pas pour autant que l'un a plus raison que l'autre et c'est ce qui rend le débat intéressant et pertinent.

Au-delà de ces considérations, et dans la droite lignée de la stratégie portée par le Service de l'Éducation du Conseil de l'Europe #LearnersFirst, il est crucial pour nous d'intégrer les jeunes générations, étudiants, lycéens, collégiens et autres associations de jeunesse dans nos travaux. Tous ces profils, aussi divers que variés, sont des atouts pour mener des débats sincères et sans filtre, où chacun a l'occasion d'exposer son point de vue, d'échanger et de comprendre la réalité historique de son voisin.

¹ Propos recueilli le 21 juin 2025 par Joëlle ALAZARD, Professeure de chaire supérieure en histoire au lycée Louis-le-Grand, Présidente de l'APHG.

² Albanie, Andorre, Arménie, Chypre, France, Géorgie, Grèce, Irlande, Luxembourg, Malte, Monténégro, Macédoine du Nord, Portugal, Serbie, République slovaque, Slovénie, Espagne, Türkiye, Ukraine.

La prochaine Conférence annuelle sera également l'occasion pour nous de présenter notre deuxième rapport thématique sur les crises économiques dans l'enseignement de l'histoire. Derrière ce thème, c'est une galaxie de sujets qui en découle : comment les crises économiques ont façonné le monde d'aujourd'hui ? Quels ont été leurs impacts socio-économiques et socio-politiques au cours de l'histoire ? Quelles leçons pouvons-nous en tirer pour éviter de reproduire les éventuelles erreurs du passé ? Comment sont-elles enseignées dans les Etats membres ? Ce sont autant de questions qui méritent d'être débattues et qui permettront d'avoir une approche globale de l'enseignement des crises économiques en histoire à travers nos différents Etats membres. Pour vous donner un exemple très concret : les programmes grecs se concentrent notamment sur la « Crise du Raisin » dont l'un des facteurs est une épidémie de phylloxéra en France dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Cette situation a conduit la Grèce à produire du raisin en très grande quantité pour subvenir aux besoins français. Lorsque la France a repris le destin de sa production nationale, les exportations grecques se sont effondrées et avec elle de larges pans de leur économie, conduisant des exils massifs de la population vers les Etats-Unis. Ce sujet est très largement traité et documenté dans les manuels scolaires grecs mais n'est a priori pas du tout évoqué dans le programme d'histoire en France alors que cette crise a été la source de grandes crispations entre ces deux Etats. Comment expliquer cette différence de traitement ? Quelle est la meilleure manière de présenter ces faits ? Comment l'enseigner sans nourrir de tensions ? Ces questions sont parmi celles que nous nous posons régulièrement et les Conférences annuelles sont un moment idéal pour en discuter.

H&G : Comment espérez-vous que les travaux de cette rencontre à Strasbourg influencent les politiques éducatives dans les différents pays membres du Conseil de l'Europe ?

Comme je le disais en introduction, l'objectif principal de l'OHTE est de fournir un panorama précis de l'état de l'enseignement de l'histoire dans ses Etats membres,

basé sur des données et des faits fiables. Autrement dit, nous collectons les données nationales en matière d'enseignement, que nous compilons et que nous mettons à disposition dans nos rapports. Ni plus, ni moins. Notre objectif n'est pas d'influer directement sur la rédaction des programmes nationaux d'histoire ni d'influencer tel ou tel ministre de l'Education de l'un ou l'autre des Etats membres en lui soufflant à l'oreille ce qu'il doit faire. Nous ne jugeons pas les politiques éducatives en matière d'enseignement de l'histoire, nous n'évaluons pas les contenus pédagogiques. Pour faire le parallèle avec un indicateur très médiatisé, nous ne sommes pas le classement PISA de l'histoire.

En revanche, et c'est ce que nous souhaitons à travers nos rapports, c'est que les Etats membres s'emparent des résultats et procèdent eux-mêmes à l'analyse de leur situation nationale par rapport aux autres Etats membres. En outre, nous nous appuyons sur des réseaux de partenaires, telles que l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie ou l'association européenne des enseignants d'histoire EuroClio, avec qui nous échangeons régulièrement, et qui ont souvent la possibilité de porter leurs propres conclusions, basées sur nos travaux, pour solliciter leurs autorités nationales et proposer le cas échéant des pistes d'amélioration du contenu et des réformes. De manière générale, nous avons constaté que certains Etats membres jouaient parfaitement le jeu et accueillent les rapports avec un grand sérieux et dans un véritable souci d'amélioration. A l'issue de notre premier rapport thématique sur les pandémies et les catastrophes naturelles telles qu'enseignées dans l'enseignement de l'histoire, un Etat a constaté que son programme d'histoire ne couvrait que trop partiellement ces sujets et il lui est apparu nécessaire d'intégrer des éléments, inspirés du rapport, dans sa réforme du programme d'histoire.

La Conférence annuelle en elle-même permet à toutes ces parties prenantes : représentants ministériels, partenaires institutionnels, société civile, enseignants, etc. de se rencontrer et d'échanger directement. Nous offrons le cadre, aux participants de s'en saisir et de porter leurs messages.